



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONSEIL

Cent trente-sixième session

Rome, 15 – 19 juin 2009

Proposition relative à un sommet mondial sur la sécurité alimentaire en 2009

RÉSUMÉ

Le présent document fournit des informations sur les raisons et les objectifs du projet de convocation d'un sommet mondial des chefs d'État et de gouvernement sur la sécurité alimentaire en 2009. Il traite également des préparatifs du Sommet, des modalités d'organisation et des questions financières. Des précisions seront données dès que le Conseil aura pris une décision. La Direction de la FAO souligne que le Sommet reposerait sur les travaux de la conférence de haut niveau sur le thème « Nourrir le monde en 2050 » et que la plupart des documents seraient élaborés à l'avance lors de réunions de groupes d'experts sur des thèmes entrant dans le cadre des activités normales de l'Organisation, en coopération avec des partenaires. Le Sommet serait financé par des ressources extrabudgétaires, en stricte conformité au Règlement financier et sans incidence négative sur le programme de travail ordinaire de l'Organisation.

Suite à donner

Pour décision.

Personne à contacter

Sous-Directeur général, NR

M. Alexander Müller

Tél. +39 06 5705 3037

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

I. Introduction

1. Dans son discours à la trente-cinquième session (session extraordinaire) de la Conférence de la FAO, Le Directeur général a proposé que soit organisé un Sommet mondial des chefs d'État et de gouvernement sur la sécurité alimentaire en 2009 en vue de dégager un large consensus sur l'élimination totale de la faim dans le monde. L'idée a été initialement lancée par le Directeur général lors de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation à New York le 23 octobre 2008, en présence du Secrétaire général de l'ONU et du Président Clinton, alors qu'une réunion des dirigeants du G20 avait déjà été convoquée en novembre 2008 à Washington et qu'une autre était prévue en avril 2009 à Londres pour traiter de questions d'ordre financier et économique. La proposition a été ensuite présentée aux chefs d'État et de gouvernement des États Membres pour examen.
2. La Conférence a demandé au Secrétariat de fournir des informations pertinentes et de préparer toutes les études qu'il s'avérerait nécessaire d'examiner et de débattre avec les membres concernant les propositions énoncées dans le discours du Directeur général, notamment la possibilité d'organiser un Sommet sur la sécurité alimentaire en 2009. Un document contenant des informations initiales sur le Sommet proposé a été établi à l'intention de la cent vingt-sixième session du Comité financier (11-15 mai 2009).
3. Le Comité financier a pris note des informations initiales relatives aux aspects organisationnels et financiers de la proposition du Sommet mondial des chefs d'État et de gouvernement sur la sécurité alimentaire en 2009 et a accueilli favorablement le document soumis par le Secrétariat précisant les objectifs de la FAO. Le Comité a reçu la garantie que les fonds supplémentaires nécessaires pour organiser le Sommet en novembre 2009 seraient intégralement prélevés sur des ressources extrabudgétaires, en stricte conformité au Règlement financier et sans incidence négative sur le programme de travail ordinaire de l'Organisation.
4. L'initiative a reçu le soutien des souverains et chefs d'État et de gouvernement de la Ligue des États arabes lors du Sommet économique et social qui s'est tenu à Koweït les 19 et 20 janvier 2009, ainsi que celui de l'Union africaine lors de la douzième session ordinaire de l'assemblée de cette organisation qui s'est déroulée du 1^{er} au 3 février dernier à Addis Abeba. Les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), à l'occasion de la vingtième réunion intersessions de la Conférence de cette organisation, tenue à Belize les 12 et 13 mars 2009, les chefs d'État et de gouvernement du Système d'intégration centraméricaine, au cours de leur réunion spéciale à Managua (Nicaragua) le 25 mars 2009, et les Ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés, au cours de leur réunion ministérielle tenue à La Havane les 29 et 30 avril 2009, ont également exprimé leur soutien. Les Ministres de l'agriculture du Pacifique Sud-Ouest ont en outre appuyé la proposition du Sommet lors de leur huitième réunion organisée à Alofi (Nioué), du 20 au 22 mai dernier. De plus, au 27 mai 2009, 6 autres pays d'Amérique latine, 9 pays d'Asie et du Pacifique, et 12 pays européens avaient officiellement déclaré leur soutien à la proposition.

II. Pourquoi un Sommet mondial de l'alimentation en 2009?

5. La situation mondiale d'insécurité alimentaire s'est dégradée et continue de constituer un grave risque pour l'humanité. Aujourd'hui, en raison surtout de la flambée des prix des aliments, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 75 millions en 2007 et selon les estimations, ce chiffre se serait accru de 40 millions en 2008; au total, 963 millions de personnes seraient donc sous-alimentées. La crise financière et économique actuelle qui se répercute sur l'emploi et aggrave la pauvreté ne fait qu'exacerber la situation. D'après les premiers résultats des travaux de la FAO, le nombre de personnes victimes de la faim pourrait croître de 100 millions en 2009. Cette situation pourrait avoir de graves conséquences sur la paix et la sécurité dans le monde, comme on a pu le constater en 2007-2008 lorsque des émeutes ont éclaté dans 22 pays de différentes régions, menaçant la stabilité politique et relançant l'inflation dans le monde entier.

6. Les objectifs du Sommet seraient les suivants:

- éliminer totalement la faim dans le monde d'ici à 2025. Depuis le Sommet mondial sur l'alimentation de 1996 et l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, deux événements importants se sont produits. En 2004, le Conseil de la FAO a adopté les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et, en novembre 2006, le XVIème Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à Montevideo (Uruguay) a lancé l'initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes délivrées de la faim d'ici à 2025 ». Cette initiative a été approuvée par le Sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'intégration et le développement qui s'est déroulé à Salvador de Bahia (Brésil) en décembre 2008.

La réalisation de cet objectif permettrait de faciliter la mise en œuvre des Directives sur le droit à l'alimentation et le doublement de la production alimentaire mondiale afin de garantir un approvisionnement suffisant pour nourrir 9 millions d'habitants en 2050.

- Mettre en place un système plus cohérent et efficace de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale grâce aux éléments suivants:
 - une base scientifique et technique pour la prise des décisions;
 - un partenariat associant toutes les parties prenantes: gouvernements, organisations de la société civile, ONG et secteur privé;
 - un processus de décisions intergouvernemental de haut niveau.
- Convenir de règles et de mécanismes pour que les agriculteurs, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, puissent avoir des revenus comparables à ceux de leurs concitoyens employés dans les secteurs secondaire et tertiaire grâce à un soutien à l'agriculture qui ne crée pas de distorsions des marchés.
- Mobiliser 30 milliards d'USD par an afin de stimuler les investissements des secteurs public et privé dans les infrastructures rurales, d'assurer l'accès à des intrants modernes en vue de stimuler la production et la productivité vivrières dans les pays en développement, notamment dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, mais aussi de garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Il est indispensable d'inverser la baisse de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement (APD) et de renforcer la part des allocations au secteur agricole dans les portefeuilles de prêts des institutions financières internationales et des banques de développement régionales.
- Adopter un mécanisme pour réagir rapidement aux crises alimentaires sur le modèle du système d'alerte précoce qui a très bien fonctionné en 2007 et sur celui des systèmes établis pour faire face aux crises liées aux catastrophes naturelles et aux conflits. S'il existe des systèmes bilatéraux, régionaux et multilatéraux pour les catastrophes naturelles et les conflits, il n'existe rien de tel pour les crises alimentaires.

III. Processus de préparation

7. Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire proposé reposerait sur les travaux de la Conférence à haut niveau sur le thème « Nourrir le monde en 2050 », qui ont été approuvés par la Conférence de 2007. Cette conférence devait initialement avoir lieu en 2008, mais avait été par la suite reportée à 2009, ce qui a laissé plus de temps pour la préparation technique. La plupart des documents techniques entrant dans le cadre de la préparation de la Conférence seraient établis à l'avance lors de réunions de groupes d'experts sur des thèmes couverts par les activités normales de l'Organisation, en coopération avec des partenaires et en relation avec d'autres processus en cours.

8. Les réunions des groupes d'experts examineraient les points suivants:

- a) le financement public de l'agriculture et de la sécurité alimentaire: en collaboration avec l'OCDE;

- b) les mesures de soutien à l'agriculture ne créant pas d'effet de distorsion: en collaboration avec la CNUCED, l'OCDE et l'OMS;
 - c) les investissements privés dans le secteur agricole: en collaboration avec le FIDA, la CNUCED et la Banque mondiale;
 - d) l'agriculture et le changement climatique: en collaboration avec le GIEC, la Banque mondiale, le FIDA et le système du GCRAI;
 - e) les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes: en collaboration avec l'OMS et l'OIE;
 - f) la qualité et la sécurité sanitaire des aliments: en collaboration avec l'OMS.
9. Les documents de base pour le Sommet seraient élaborés afin d'éclairer les négociations des groupes régionaux d'Ambassadeurs et de Représentants permanents de la FAO, en consultation avec leurs capitales, en vue de dégager un consensus avant la convocation du Sommet.

IV. Modalités d'organisation

10. Le Sommet se déroulerait les 15, 16 et 17 novembre, immédiatement après la trente-sixième session de la Conférence.
11. À l'instar des sommets de 1996 et 2002, outre la réunion des Chefs d'État et de gouvernement, des manifestations parallèles seraient organisées dans les jours précédant le Sommet avec: i) les ONG, les OSC et les organisations d'agriculteurs; ii) le secteur privé; et iii) les parlements nationaux (réunion interparlementaire).
12. Cinq tables rondes thématiques seraient organisées dans le cadre d'événements spéciaux durant le Sommet: i) la crise financière et économique, et la sécurité alimentaire (notamment l'aide publique au développement, les investissements étrangers directs, et la spéculation sur les marchés des produits agricoles); ii) la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire; iii) l'agriculture et la conférence de Copenhague sur le changement climatique; iv) les mesures de soutien aux agriculteurs; et v) le Fonds de réaction rapide pour la sécurité alimentaire.

V. Aspects financiers

13. Sur la base de l'expérience acquise, le budget du Sommet proposé devrait être de l'ordre de 1,5 à 2,5 millions d'USD, selon les modalités finales retenues. Le Sommet serait entièrement financé par des ressources extrabudgétaires, en stricte conformité au règlement financier et sans incidence négative sur le programme de travail ordinaire de l'Organisation.